



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

jpr/bmo/903

Arrêté du 20 octobre 2023 portant mise en demeure à la société CONSTELLIUM de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à BIESHEIM

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral 21 juillet 2022 autorisant la société CONSTELLIUM Neuf-Brisach à poursuivre l'exploitation des installations de fonderie et transformation d'aluminium à BIESHEIM,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la visite d'inspection du site du 20 septembre 2023 ;

Vu le rapport du 26 septembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, transmis par courriel à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20 septembre 2023, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté que :

En non conformité aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé :

- la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) : Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique), n'est :

- ni efficace pour les scénarios d'accident qu'elle est censée couvrir (cf. étude de dangers de CONSTELLIUM de juillet 2022) ;
- ni maintenue conformément aux préconisations de l'installateur de ces équipements ;
- la MMR : "Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m³/h dimensionnés pour assurer l'extinction" n'est :
 - ni efficace pour les scénarios d'accident qu'elle est censée couvrir (cf. étude de dangers de CONSTELLIUM de juillet 2022) ;
 - ne possède pas une cinétique de mise en œuvre conforme au scénario d'accident qu'elle est censée couvrir (cf. étude de dangers de CONSTELLIUM de juillet 2022) ;

En non conformité aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé :

- le plan de surveillance initié par l'exploitant est incomplet et ne reprend pas les éléments de complétude établis par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant et sa réponse par courriel du 11 octobre 2023 ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société CONSTELLIUM, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est zone industrielle portuaire Rhénane nord RD52 à Biesheim, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations sis à la même adresse.

Article 2 : **Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé, pour les deux MMR sus-considérées :

« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »

Article 3 : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé, pour la MMR «Intervention avec les moyens mobiles du site canon à mousse de 120 m³/h dimensionnés pour assurer l'extinction » sus-considérée :

«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »

Article 4 : Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé, pour la MMR «Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) » sus-considérée :

«Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. »

Article 5 : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions reprises en gras de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, pour la MMR «Détection de gaz (5 détecteurs de type explosimètres avec fermeture automatique de 2 électrovannes en pied de réservoir de propane par coupure de l'alimentation électrique) » sus-considérée:

«L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. »

Article 6 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 20 octobre 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT